Archives DE MONTBÉLIARD

nos petites HISTOIRES N°15

Octobre 2021

La Révolution française et le rattachement

À la veille de la Révolution française, la principauté de Montbéliard, terre wurtembergeoise depuis le XIVe siècle, est une enclave dans le territoire du royaume de France. Nos petites histoires n°15 retrace les évènements de la fin du XVIIIe siècle qui menèrent au rattachement de ce pays tant convoité.

Remise des clés de la ville par Jacques Frédéric Ferrand, maître bourgeois en chef, à Bernard de Saintes, le 10 octobre 1793, dessin de Théodore Cuvier. Archives municipales de Montbéliard, 1Fi1105

Montbéliard

Pôle Culturel MONTBÉLIARD

Le Service éducatif pour les écoles primaires des Archives municipales de Montbéliard

De l'Ancien Régime ...

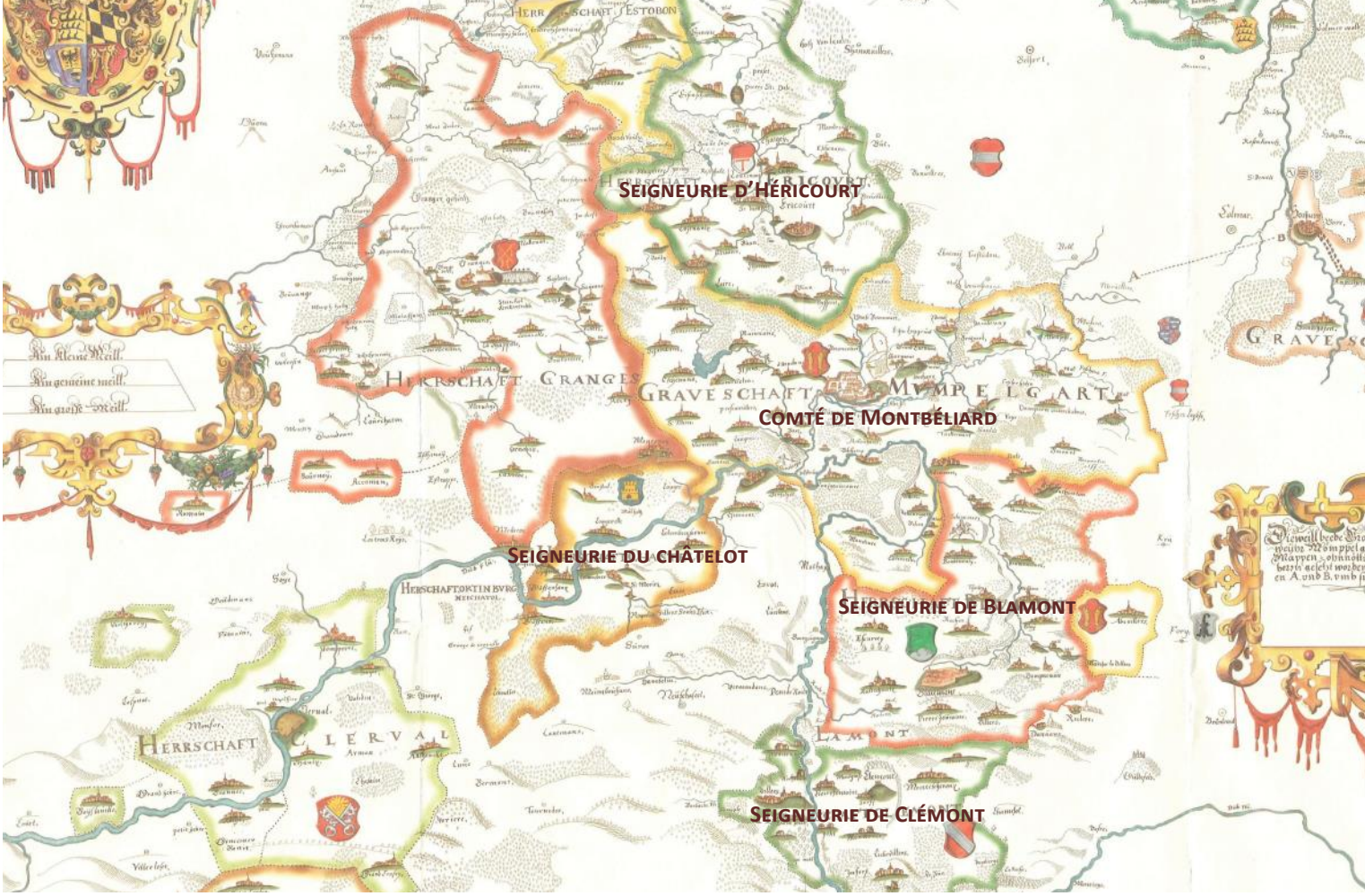
Johann Michael SCHWABEDA (1734 - 1794)
Frédéric-Eugène duc de Wurtemberg, vers 1780
Huile sur toile marouflée sur bois.
Achat, 2005
Collection musées de Montbéliard
© Claude-Henri Bernardot

En 1789, Montbéliard est le bourg central d'une principauté appartenant au comte de Wurtemberg Charles-Eugène (1737-1793), résidant à Stuttgart. Sur place, il est représenté par son frère, Frédéric-Eugène (1732-1797). Également appelé « stathouder », il est assisté par un Conseil de régence. La principauté est composée du comté de Montbéliard et de 4 seigneuries : les « 4 terres » de Blamont, Héricourt, Châtelot et Clémont.
Depuis novembre 1788, un hiver très rude frappe le pays, la température descend jusqu'à - 27°C le soir de la Saint-Sylvestre. Les conséquences sur les récoltes sont dramatiques, d'autant plus que le dégel rapide provoque des inondations. Le prince essaye de faire venir des vivres depuis le Wurtemberg et force les paysans à vendre leurs réserves à l'intérieur du comté. Mais cela ne suffit pas : les prix grimpent et la misère explose.

Il faut dire que l'exportation de grain et de farine n'est pas possible depuis la France car elle impose au comté de Montbéliard un blocus économique. En effet, l'enclave germanique attire sa convoitise pour des raisons militaires, politiques, religieuses et économiques. Des tentatives d'invasion se sont déjà produites au cours des XVIIe et XVIIIe siècles et, en 1748, Louis XV s'est approprié les 4 terres, n'en laissant à Frédéric-Eugène que le bénéfice d'un revenu. Pour finir d'achever les échanges commerciaux, on a pris soin de positionner 56 postes douaniers autour du comté ! En plus de la pénurie de grain, la production industrielle et artisanale se voit privée de matières premières. Pour sortir de l'impasse, ayant comme seuls échappatoires la contrebande et le vol, l'annexion au royaume de France s'avère pour certains être l'unique solution.

Anonyme
Vue du château d'Etupes à la fin du XVIIIe siècle, fin 18e siècle
Huile sur toile
Don Société d'émulation de Montbéliard, 1992
Collection musées de Montbéliard. © Claude-Henri Bernardot

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, Frédéric-Eugène, sa famille et sa cour n'habitent pas le château de Montbéliard, mais celui d'Étupes, aujourd'hui disparu. Construit dans les années 1770 à l'emplacement de l'actuel « lotissement du Château », le château d'Étupes est décrit à plusieurs reprises comme une résidence d'été luxueuse, entourée d'un grand et magnifique jardin. Autour des Wurtemberg, on y mène une véritable vie de cour. Encore neuf mais symbole manifeste de l'Ancien Régime, il est vendu sous le nom de « maison nationale d'Étupes » en 1797 et complètement démoli en 1801.



Heinrich Schickhardt, Carte de Montbéliard, 1616, Société d'émulation de Montbéliard, DAO Thierry Schley
Archives municipales de Montbéliard, CM1271

Alors que la Révolution agite la campagne franc-comtoise, l'été 1789 voit s'installer de nombreux troubles dans les terres wurtembergeoises et à leurs frontières. Les salines de Saulnot, propriétés du prince, sont pillées le 23 juillet. L'arrivage des vivres est compromis par des attaques de convois, on refuse de payer certaines redevances et on s'attaque aux gardes. Réfugiés à Montbéliard, des nobles et hommes d'église français sont aussitôt expulsés par peur de s'attirer la foudre des populations voisines. Face à la panique générale engendrée par les violences comme par la rumeur, le stathouder appelle les troupes royales stationnées à Belfort, or c'est un échec, car leur entretien est trop coûteux. Charles-Eugène, quant à lui, ne tient pas à froisser la France, il envoie juste un peu d'argent.

À Montbéliard, Frédéric-Eugène ne gouverne pas seul, son pouvoir se limite au contrôle des prix et des finances. Depuis 1283, la ville est dirigée par un magistrat issu de la « bourgeoisie » : cette communauté urbaine et aisée a obtenu, par l'établissement d'une « charte de franchises », des droits et des pouvoirs jalousement défendus. Ils sont renouvelés par la signature d'une nouvelle charte à chaque changement de souverain. Pour protéger le château, mais également les archives, garantes des franchises obtenues, une milice est organisée.

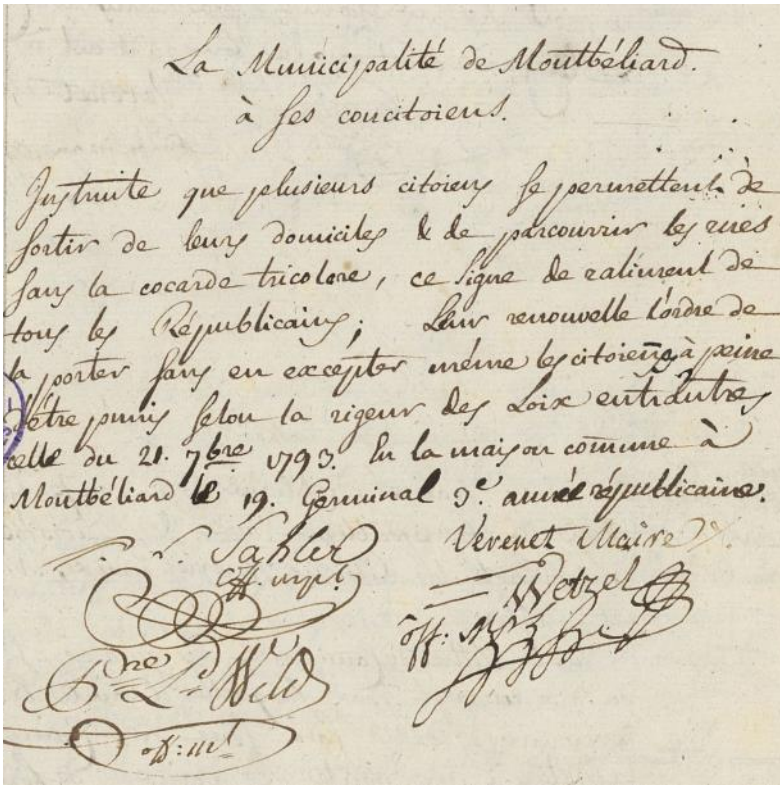
Malgré une réponse favorable proposée par Stuttgart à la majorité des remontrances des communautés paysannes, la crise persiste. Ces doléances concernent le plus souvent les corvées, les taxes, la gestion des forêts, de la chasse et de la pêche. En 1791, des pétitions des artisans des campagnes demandent la dissolution des corporations de métiers de la ville de Montbéliard, appelées « chonffes ». Le prince refuse de les supprimer et d'aller ainsi contrarier les intérêts de la bourgeoisie, avec qui il s'entend plutôt bien. En 1792, c'est l'insurrection contre les droits féodaux (ensemble des devoirs, travaux et impôts dus au seigneur). Mandeure proclame la République ! En bref, une grande confusion règne dans toute la principauté. Selon la catégorie sociale et économique à laquelle on appartient, les avis divergent concernant l'adhésion à la Révolution et/ou l'annexion à la France. La grosse majorité de la population formée par les ouvriers, paysans, artisans et petits commerçants, espère plus de libertés, sans remettre en question la souveraineté du prince. La bourgeoisie urbaine souhaite alléger les redevances et garder ses privilèges obtenus grâce aux franchises. L'entourage du prince s'oppose farouchement à une annexion, tandis que les grands commerçants et industriels sont pro-français, dans le but de faire supprimer les barrières de péage.

… à l'annexion française

Bernard de Saintes peint par son collègue David, lithographie
Archives municipales de Montbéliard, CM3111

Un fait nouveau brise l'attentisme général. Le 27 avril 1792, pris de peur, Frédéric-Eugène et sa famille quittent la principauté. Suite à une fausse rumeur, des troupes venues de Belfort et d'Héricourt viennent désarmer le château de Montbéliard et repartent aussitôt. La conséquence de cette présence française est un regain révolutionnaire dans la ville et les campagnes, que ni le Conseil de régence, ni le magistrat n'arrivent à contenir.
Le 2 janvier 1793, une émeute éclate dans le but de remplacer le magistrat par une municipalité révolutionnaire. L'intervention de la milice met fin à la tentative.
Le 10 avril 1793, le général Desprès-Grassier et deux procureurs, accompagnés de 200 hommes, prennent officiellement possession de la principauté au nom de la France. C'est désormais à la Convention (régime politique qui gouverne la France du 21 septembre 1792 au 26 octobre 1795) d'organiser l'administration du territoire. Son représentant, Bernard de Saintes, arrive avec ses troupes le 10 octobre 1793. Né à Saintes en 1751, son nom de naissance est André-Antoine Bernard, il est avocat de formation. Révolutionnaire strict et austère, il provoque la peur. En effet, la France vient d'entrer dans la Terreur, une période de dure répression appliquée jusqu'en juillet 1794.

Une guillotine est bien installée place de l'hôtel de ville, sans qu'aucune exécution n'ait jamais lieu. Les toutes premières mesures consistent en la suppression du Conseil de régence, du Magistrat et toute autre administration d'Ancien Régime. Le territoire de la principauté est divisé en 4 cantons administrés par des municipalités et des conseils généraux. Leurs membres sont désignés sans élection et tous prêtent serment à la République le 10 novembre 1793. Bien que les répressions soient modérées, une lourde imposition et des réquisitions sont mises en place. Comme partout en France, c'est la fin des corporations de métiers, l'application du franc, du système métrique et du calendrier révolutionnaire. La famille du prince, qui n'est jamais revenue, laisse derrière elle des immeubles, domaines et mobiliers qui sont saccagés, vendus ou volés. La municipalité ordonne d'effacer tous les blasons wurtembergeois, jusque sur les tombes. Les édifices religieux sont pillés, les cloches transformées en canons et les registres paroissiaux saisis. Une petite partie de la population continue d'assister aux cultes religieux désormais interdits, en même temps qu'un groupe ultra-révolutionnaire se forme.
Mais l'immense majorité accepte assez facilement ces nouvelles mesures. Le rattachement à la France est officiellement reconnu le 7 août 1796.



La Municipalité de Montbéliard.
à ses concitoyens.

Instruite que plusieurs citoyens se permettent de sortir de leurs domiciles & de parcourir les rues sans la cocarde tricolore, ce signe de ralliement de tous les Républicains; Leur renouvelle l'ordre de la porter sans en excepter même les citoyens à peine d'être punis selon la rigeur des Loix entre autres celle du 21. 7bre 1793. En la maison commune à Montbéliard le 19. Germinal 3e année républicaine.

Verenet Maire

La municipalité ordonne l'obligation du port de la cocarde par tous les habitants de Montbéliard. Archives municipales de Montbéliard, délibération municipale du 8 avril 1795, 1D21

Ville de Montbéliard - Directrice de la Publication : Marie-Noëlle Biguinet - Responsable de la rédaction : Lucie GAUDARD - Conception graphique : Nathalie Pan - Impression : Ville de Montbéliard - octobre 2021 - dépôt légal : octobre 2021 - ISSN : 2551-2323 - Archives municipales, Ville de Montbéliard - Tél : 03 81 99 21 53 - lgaudard@montbeliard.com